

Réaction à la crise de la chaise vide (RTL, 12 juillet 1965)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

La crise de la chaise vide à l'occasion d'un sommet atlantique. Interview de Joseph Luns, interview de Michel Debré (ancien ministre) / JOSEPH LUNS, Michel Debré.- Paris: RTL [Prod.], 12 juillet 1965. RTL, Paris. - SON (04:36, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/reaction_a_la_crise_de_la_chaise_vide_rtl_12_juillet_1965-fr-bc068fdd-bb80-4edc-b364-daaab8611035.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Réaction à la crise de la chaise vide (RTL, 12 juillet 1965)

[Journaliste] Pas de vacances pour les diplomates. La réunion ministérielle de l'Alliance atlantique réunit à Paris de nombreux ministres des Affaires étrangères, notamment l'Américain Ball, l'Italien Fanfani, le Belge Spaak, le Hollandais Luns et, bien sûr, le Français Couve de Murville. De multiples rencontres s'en suivent et doivent y être évoquées au cours de ces rencontres Jacques Hillier la guerre indochinoise et la crise européenne.

[Jacques Hillier] Les ministres des Affaires étrangères réunis à Paris pour une réunion ministérielle de l'Otan vont être cette semaine des hommes très occupés. Ils n'auront certainement pas la possibilité de faire avancer d'un pas le dénouement du problème vietnamien, mais il est fort possible que le Marché commun européen sorte ragaillard des entretiens qui vont se dérouler à Paris. Dès cet après-midi, à dix-sept heures précisément, le ministre des Affaires étrangères français, monsieur Couve de Murville, va recevoir le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, monsieur Joseph Luns. Monsieur Luns a confié à Jacques Boutelet son scepticisme et, à la fois, ses espoirs.

[Joseph Luns] Je ne viens pas comme médiateur ni pour négocier. Je me trouve ici pour un Conseil de l'Otan et évidemment, j'en profite pour voir et parler à mon collègue et ami monsieur Couve de Murville.

[Jacques Boutelet] D'après vous, Monsieur le ministre, le Marché commun est-il en péril ?

[Joseph Luns] Tout dépend du développement des choses. Je ne dirais : pas à ce moment-ci. Je n'ai pas d'indication que la France voudrait sortir du Marché commun.

[Jacques Boutelet] À qui incombe la responsabilité de cette crise ?

[Joseph Luns] On peut dire que l'attitude française était plutôt inattendue.

[Jacques Boutelet] Que pensez-vous de cette attitude, précisément ?

[Joseph Luns] Pour le moment il y a eu une certaine casse, mais j'espère bien qu'on pourra la réparer.

[Journaliste] Monsieur Luns rejette donc sur la France une part de la responsabilité dans cette crise du Marché commun. C'est bien normal puisqu'en la matière les intérêts de la France et des Pays-Bas ne sont pas tout à fait les mêmes. Mais pour monsieur Michel Debré, ancien Premier ministre français, la question ne se pose pas : c'est la France qui a raison. Nous avons demandé au député de la majorité qui se repose actuellement à Mont-Louis, nous avons demandé à monsieur Michel Debré à la suite de l'article qu'il a écrit la semaine dernière dans le quotidien « La Nation », à quelles conditions, selon lui, la France pourrait-elle reprendre les négociations.

[Michel Debré] Il me semble que les négociations de Bruxelles ne pourront pas reprendre si, d'abord, la thèse française n'est pas acceptée. Il ne s'agit pas là d'une position de principe, il s'agit d'une question de fait. De quoi s'agit-il en effet ? Il s'agit du Marché commun agricole. Or, ce Marché commun, d'une part, a été prévu par le traité de Rome, d'autre part, a fait l'objet d'engagements précis. Le traité de Rome a en effet prévu que le Marché commun, c'est-à-dire la suppression des droits de douane, la péréquation des prix, une politique commune, serait aussi bien le fait du domaine industriel que du domaine agricole. Sans doute a-t-il été moins précis en ce qui concerne l'application, mais en ce qui concerne le principe, il a été formel. Maintenant, il faut s'exécuter. Et il n'est pas possible, ou bien le Marché commun n'existe plus, que les dispositions qui appliquent le traité et qui constituent la réalisation d'engagements pris ne soient pas, en fait, le préalable à toute poursuite de la négociation.

[Jacques Hillier] Monsieur Couve de Murville recevra également demain mardi monsieur Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères belge, et son collègue italien, monsieur Amintore Fanfani. Monsieur Spaak ne serait pas mécontent de jouer un rôle de médiateur dans cette crise du Marché commun. En fait, il est probable que c'est l'entretien Couve de Murville-Fanfani qui sera le plus important. Vendredi, en effet, à

Courmayeur, le général de Gaulle va rencontrer le président italien, monsieur Saragat, pour l'inauguration du tunnel sous le Mont Blanc. Or, le président Saragat vient d'avoir à Bonn des entretiens importants avec les dirigeants de la République fédérale allemande, et monsieur Fanfani est justement chargé de préparer cette rencontre entre le général de Gaulle et le président italien.

[Journaliste] Avant cette rencontre, une échéance demain. Demain 13 juillet, au Luxembourg, doit en principe se réunir le Conseil des ministres de la CECA, la Communauté charbon-acier. D'après un porte-parole de la CECA, les ministres se réuniront demain comme prévu malgré l'opposition de la France. Cependant l'agence Associated Press apprend de source informée que les représentants de la Belgique et du Luxembourg auraient l'intention de proposer l'ajournement de ce Conseil et ce dès le début de la réunion.